


Informations de base	
2025/0271(NLE) NLE - Procédures non législatives Accord intérimaire UE–Mexique sur le commerce Subject 6.20.03 Accords et relations commerciales et économiques bilatérales 6.40.10 Relations avec les pays d'Amérique Latine, Amérique centrale, Caraïbes Zone géographique Mexique	Phase préparatoire au Parlement

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	INTA Commerce international	GIMÉNEZ LARRAZ Borja (EPP)	24/09/2025
		Rapporteur(e) fictif/fictive JALLOUL MURO Hana (S&D) FRAGKOS Emmanouil (ECR) COTRIM DE FIGUEIREDO João (Renew) AUBRY Manon (The Left)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AGRI Agriculture et développement rural	Président au nom de la commission VRECI NOVÁ Veronika (ECR)	04/06/2026
	Commission pour l'évaluation budgétaire	Rapporteur(e) pour l'évaluation budgétaire	Date de nomination
BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
Conseil de l'Union européenne			



Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire
	Commerce et sécurité économique	ŠEFČOVIČ Maroš

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
03/09/2025	Document préparatoire	COM(2025)0812 	Résumé
27/05/2026	Publication de la proposition législative	12421/2025	

Prévisions	
06/07/2026	Date indicative de la séance plénière

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0271(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Approbation du Parlement
Base juridique	Règlement du Parlement EP 58 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 100-p2 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p7 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 091-p1 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 207-p4
État de la procédure	Phase préparatoire au Parlement

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE779.724	19/03/2026	
Amendements déposés en commission		PE787.663	21/04/2026	
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		12421/2025	27/05/2026	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
		COM(2025)0811		

Document annexé à la procédure		03/09/2025	
Document préparatoire	COM(2025)0812 	03/09/2025	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Accord intérimaire UE–Mexique sur le commerce

2025/0271(NLE) - 03/09/2025 - Document préparatoire

OBJECTIF : conclure, au nom de l'Union européenne, l'accord intérimaire sur le commerce entre l'Union européenne et les États-Unis mexicains (AIC).

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : les relations entre l'Union européenne et les États-Unis mexicains sont actuellement fondées sur un accord global de partenariat économique, de coordination politique et de coopération qui est entré en vigueur le 1er octobre 2000. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord global, l'UE et le Mexique ont approfondi leurs relations. En 2008, l'UE et le Mexique ont établi un partenariat stratégique à l'origine d'un dialogue et d'une coopération sur le plan bilatéral dans de nouveaux domaines d'action clés (questions multilatérales, sécurité et justice, aspects macroéconomiques et droits de l'homme).

En juin 2015, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de lancer le processus d'ouverture de négociations afin de moderniser l'accord global et de renforcer le partenariat stratégique. Les négociations ont été officiellement lancées en mai 2016 et les parties sont parvenues à un accord le 17 janvier 2025.

La modernisation de l'accord global UE-Mexique existant s'articule autour de deux instruments juridiques:

- 1) l'[accord de partenariat stratégique](#) en matière politique, économique et de coopération (AGM), qui comprendra a) le volet politique et de coopération et b) le volet consacré au commerce et aux investissements (y compris des dispositions relatives à la protection des investissements); et
- 2) l'**accord intérimaire sur le commerce** (AIC), qui porte sur la libéralisation des échanges et des investissements.

L'AIC devrait être signé en même temps que l'AGM. L'AIC entrera en vigueur à la suite des notifications respectives des parties. L'AIC expirera et sera remplacé par l'AGM dès l'entrée en vigueur pleine et entière de ce dernier, à la suite de sa ratification intégrale.

CONTENU : la proposition constitue l'instrument juridique autorisant la conclusion de l'**accord intérimaire sur le commerce entre l'Union européenne et les États-Unis mexicains** (l'«AIC»).

L'AIC élargit la portée du cadre bilatéral actuel et l'adapte aux nouveaux défis politiques et économiques mondiaux, à la nouvelle réalité qui caractérise le partenariat UE-Mexique et au niveau d'ambition des accords commerciaux récemment conclus et des négociations menées par l'UE et le Mexique. L'AIC crée **un cadre juridiquement contraignant pour les relations commerciales de l'UE avec le Mexique**, qui est à la fois cohérent, très complet et actualisé. Il favorisera le commerce et les investissements en contribuant à l'expansion et à la diversification des relations économiques et commerciales. L'AIC vise à renforcer et faciliter les échanges, protéger la concurrence et encourager le développement durable.

Les principaux objectifs de l'AIC sont les suivants:

- **Accès aux marchés**: libéralisation totale de plus de 98,7% de l'ensemble des lignes tarifaires et suppression de 95% des droits de douane mexicains restants sur les produits agricoles; règles supplémentaires et plus étendues qui faciliteront les échanges entre l'UE et le Mexique.
- **Règles d'origine**: simplification pour certains secteurs (automobile et produits pharmaceutiques).
- **Procédures aux frontières**: procédures simplifiées, modernes et, dans la mesure du possible, automatisées aux fins de la mainlevée efficace et rapide des marchandises.
- **Commerce équitable**: disciplines améliorées en ce qui concerne les instruments de défense commerciale; dispositions visant à protéger les branches de production intérieures au cas où l'augmentation des importations d'un produit causerait un préjudice grave; règles relatives aux subventions contribuant à l'égalité des conditions de concurrence entre entreprises européennes et mexicaines.

- **Renforcement du commerce des matières premières critiques et des investissements dans celles-ci:** maintien du libre-échange, interdiction des monopoles et coopération dans les chaînes de valeur.
- **Durabilité et égalité:** engagements juridiquement contraignants relatifs à la protection de l'environnement, au changement climatique et aux droits des travailleurs; dispositions relatives à la mise en œuvre effective des obligations internationales en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et de droits des femmes.
- **PME:** création d'outils (site web, points de contact) pour faciliter leur accès aux opportunités.
- **Services et numérique:** ouverture des marchés des services (finance, télécoms, services de livraison et services maritimes), encadrement du commerce numérique et reconnaissance future des qualifications.
- **Investissements:** libéralisation, traitement non discriminatoire et garanties d'accès au marché. Dans le secteur énergétique, application du principe de la nation la plus favorisée dans le cas des ALE passés et futurs conclus par le Mexique.
- **Marchés publics:** possibilité pour les entreprises de l'UE de soumissionner pour fournir des marchandises et des services non seulement à l'échelle fédérale, mais aussi à l'échelle des États fédérés mexicains les plus importants sur le plan économique.
- **Propriété intellectuelle:** mesures pour lutter contre la contrefaçon, le piratage et les pratiques non concurrentielles; niveau élevé de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) et protection réciproque d'une liste sélectionnée d'indications géographiques (IG) de l'UE et du Mexique. Dans le cas de l'UE, 336 IG de l'UE seront protégées.
- **Produits agroalimentaires:** nombreuses mesures spéciales de facilitation des échanges (y compris la suppression du prédédouanement) en vue permettre des échanges commerciaux plus rapides mais sûrs.
- **Règlement des différends:** procédures modernes, efficaces et transparentes entre États.

L'AIC comprend un mécanisme de consultation de la société civile étendu à l'ensemble de l'accord, ainsi qu'une clause de réexamen.

Incidence budgétaire

L'AIC aurait des effets très limités sur les budgets nationaux et le budget de l'UE, notamment en raison de la perte de ressources propres sous la forme d'un abandon des droits de douane, l'élimination de la plupart des droits de douane étant déjà prévue dans l'accord global actuel. La perte de recettes douanières pourrait se chiffrer à environ **18,75 millions d'EUR**, compte tenu des flux commerciaux actuels. Des effets positifs indirects sont attendus en ce qui concerne l'augmentation des ressources liées à la taxe sur la valeur ajoutée et au revenu national brut.